



Numéro
spécial

DECEMBRE
2003

**Kinshasa
R.D.C.**

MOUVEMENTS ET ENJEUX SOCIAUX

LA COOPERATION AMERICAINE ET LE REGIME MOBUTU : UN DINER GRATUIT ?

Par

Georges Mpwate Ndaume, Ph.D.

*Professeur Associé à la Faculté des Sciences Sociales,
Université de Kinshasa*

REVUE DE LA CHAIRE DYNAMIQUE SOCIALE

INTRODUCTION

La fin de la guerre froide en 1990 correspond au début des turbulences en République Démocratique du Congo. Le Président Mobutu, faisant fi à la vague démocratique qui balayait le continent, a engagé le pays dans un processus de démocratisation sans fin, émaillé des pillages qui ont mis à genoux l'économie du Congo, alors Zaïre. Le sort du Congo n'était pas encore réglé car en 1996, la guerre de libération conduite par l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (l'AFDL) nettoya tout le pays d'Uvira à Kinshasa. La saga n'était pas terminée. En Août 1998, une autre guerre vint effacer les quelques rares infrastructures qui avaient résisté à la destruction dans ce vaste champ de bataille qu'était devenu le Congo.

Comme résultat, en 2003 quand la RDC sort péniblement de cette décennie de turbulences, les Congolais sont rentrés à l'économie de subsistance car toutes les infrastructures d'économie moderne font désormais partie de l'histoire. La seule infrastructure viable connectant Kinshasa et le vaste territoire à l'intérieur du pays n'est plus que la Rivière Congo, ornée des jacinthes d'eau, qui continue à couler vers l'océan comme au moment de sa "découverte" par Diego Cao en 1482. La RDC recommence son histoire à partir des cendres des destructions. La coopération aussi est à recommencer. Il est donc important de se rappeler certaines réalités de la coopération antérieure.

Depuis l'année 1991, les pays capitalistes avaient rompu toute coopération structurelle avec la RDC. La mise en application de l'Accord Global et Inclusif, qui met fin à la guerre en RDC, a généré un discours de reprise de coopération de la part des pays capitalistes, notamment les Etats-Unis. Depuis l'indépendance, le Congo a développé une coopération active avec les Etats-Unis. Quarante trois ans après, il y a lieu de se poser quelques questions sur cette coopération. En effet, la coopération est un réel problème sur notre planète. Nous savons que les hommes ne sont pas des anges et qu'ils ont tendance à satisfaire d'abord leurs intérêts.

Mais en même temps nous constatons que la coopération entre les nations est une réalité. S'agissant des Etats-Unis et la RDC, un examen rapide nous conduit à faire ces trois constats: Primo, le régime Mobutu a pu maintenir une coopération active avec les Etats-Unis de 1965 à 1991. Secundo, le régime de Laurent Désiré Kabila n'a pas pu convaincre les Etats-Unis à reprendre leur coopération avec la RDC. Tertio, le gouvernement de transition, avec Joseph Kabila, est en voie de renouer les liens de coopération avec les Etats-Unis.

Ces constats ne sont pas des faits du hasard. Il existe des causes profondes derrière ces situations. Pour des contraintes matérielles, cet article se limite à analyser les raisons qui expliquent pourquoi le régime Mobutu a pu développer une active coopération avec les Etats-Unis. La présente analyse servira de base pour expliquer prochainement les deux autres constats. Cet article démontre que l'aide étrangère américaine n'était pas un dîner gratuit, elle était liée à beaucoup de conditionnalités, et que ces conditionnalités étaient docilement remplies par le régime Mobutu. Pour ce faire, notre réflexion sera divisée en deux parties. La première partie examinera les conditionnalités politiques de la coopération américaine et les réponses du régime Mobutu. Dans la seconde partie, nous analyserons les conditionnalités économiques de la coopération américaine et comment elles étaient remplies par le régime Mobutu. Enfin, la conclusion sera consacrée à une rapide évaluation de la coopération entre les deux gouvernements.

1. Les conditionnalités politiques de la coopération américaine et le régime Mobutu

L'aide américaine au Zaïre était liée à différents types de conditionnalités. Elles étaient d'ordre politique, économique et militaire. Cet article se limitera aux deux premiers types. Les principales caractéristiques de la conditionnalité politique étaient l'anti-communisme, la rejection du mouvement des Non-Alignés, l'anti-terrorisme, la lutte contre la production et le trafic des drogues, et la non-violation des droits de l'homme⁽¹⁾. Le terrorisme et la drogue ne constituaient pas de problèmes pour le Zaïre, le pays n'était pas engagé dans ce genre d'activités. Mais les trois autres conditionnalités furent significatives dans la politique du régime Mobutu.

Le récipiendaire de l'aide étrangère américaine ne pouvait pas être un pays communiste, à moins que l'aide fournie serve à combattre le communisme.

L'anti-communisme était la pierre angulaire de la coopération entre les Etats-Unis et le Zaïre. Le régime Mobutu a constitué un support non négligeable de la politique étrangère des Etats-Unis. Le 4 septembre 1960, après son premier coup d'état, la première action que le Colonel Mobutu a entreprise était d'ordonner l'expulsion des ambassades de l'Union Soviétique et de la Tchécoslovaquie du Congo. Les échanges diplomatiques entre le Zaïre et l'ex Union Soviétique sont restés absents pour une longue période. Il a fallu huit ans avant que le Président Mobutu permette la réouverture de l'Ambassade Soviétique à Kinshasa. Malgré cela, les relations entre Kinshasa et Moscou sont restées en général tendues pendant le régime Mobutu. Les diplomates Soviétiques et ceux de l'Europe de l'Est furent souvent accusés de complicité dans les manifestations estudiantines, spécialement à Kinshasa. Le Président Mobutu a expulsé quatre diplomates Soviétiques en 1970 et a déclaré vingt officiels du bloc-soviétique *persona non grata*⁽²⁾. Moscou est l'une des rares grandes capitales du monde que le Président Mobutu n'a pas visité pendant tout son long règne de 32 ans.

Dans le même ordre d'idées, le Président Mobutu a accepté des échanges diplomatiques avec la Chine seulement après que le Président Richard Nixon ait visité Beijing en 1972. La visite officielle de Mobutu en Chine en janvier 1973 n'était pas contraire à sa politique anti-communiste dans ce sens que dans la politique étrangère américaine, il n'était plus hostile de montrer quelques ouvertures vers la Chine.

Le comportement anti-communiste du régime Mobutu et son support à la politique étrangère américaine sont démontrés dans ses votes aux Nations Unies. Une analyse des votes du régime Mobutu aux 41ème, 42ème, et 43ème Assemblées Générales des Nations Unies révèle un grand support de Mobutu à la politique étrangère américaine. Considérant les points-clés de la politique étrangère américaine, le Zaïre était d'accord avec les Etats-Unis en 13 points sur un total de 26 comme le montre le tableau 1 repris ci-dessous:

¹ Ces conditionnalités sont tirées des listes des critères d'éligibilité pour les pays qui veulent bénéficier de la coopération américaine. Pour plus de détails voir les "checklists" des projets USAID.

² Crawford Young and Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, Madison, WI: The University of Wisconsin Press, 1985, p. 130.

Tableau 1 : Les Etats-Unis et le Zaïre: Coïncidence de votes sur des points-clé aux Nations Unies, 1986, 1987, 1988

Points-clés	Année	USA	Zaïre
1. Condamner l'Intervention au Kampuchea	1986	Oui	Oui
2. Accepter les lettres de créance d'Israël	1986	Oui	Oui
3. Condamner Intervention en Afghanistan	1986	Oui	Oui
4. Namibie (name calling)	1986	Non	Non
5. Résolution américaine sur les armes chimiques	1986	Oui	Oui
6. Moyen Orient (name calling)	1986	Non	Non
7. Accepter les lettres de créance d'Israël	1986	Oui	Oui
8. Condamner l'Intervention au Cambodge	1986	Oui	Oui
9. Condamner Intervention en Afghanistan	1987	Oui	Oui
10. Apartheid (name calling)	1987	Non	Non
11. Moyen Orient (name calling)	1987	Non	Non
12. Accepter les lettres de créance d'Israël	1987	Oui	Oui
13. Condamner l'Intervention au Cambodge	1988	Oui	Oui

Source: United States Department of State, *Report to Congress on Voting Practices in the United Nations during 1986*, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1987, p. V-157.

_____, *Report to Congress on Voting Practices in the United Nations during 1987, 1988*, p. V-157.

_____, *Report to Congress on Voting Practices in the United Nations during 1988, 1989*, p. V-157.

Les deux pays ne sont pas tombés d'accord sur certains points. Mais ces derniers sont négligeables. Le tableau 2 expose cinq points de désaccord entre les deux pays.

Tableau 2 : Les Etats-Unis et le Zaïre: Désaccord / Votes sur les points-clé aux Nations Unies, 1986, 1987, 1988.

Points-clé	Année	USA	Zaïre
1. Respect du verdict/Court Int. de Justice sur le Nicaragua contre les USA	1986	Non	Oui
2. Budget	1986	Non	Oui
3. Condamner l'embargo commercial des USA Contre le Nicaragua	1987	Non	Oui
4. Propositions de l'URSS sur la paix et la sécurité internationales	1987	Non	Oui
5. La dette du Tiers Monde	1987	Non	Oui

Source: *United States Department of State, op. cit.*

Le Zaïre s'est abstenu dans certains cas. Il est difficile de dire pourquoi. L'abstention peut jouer en faveur des USA ou du pays concerné par le vote. Le tableau 3 reprend huit points où le Zaïre s'est abstenu pendant cette période.

Tableau 3 : Les Etats-Unis et le Zaïre: Abstention/Votes sur les points-clé aux Nations Unies, 1986, 1987, 1988.

Points-clé	Année	USA	Zaïre
1. Condamner attaque militaire américaine contre la Libye	1986	Non	Abst
2. Critiques des violations des droits de l'homme en Afghanistan	1986	Oui	Abst
3. Critiques des violations des droits de l'homme en Afghanistan	1987	Oui	Abst
4. Critiques des violations des droits de l'homme en Iran	1987	Oui	Abst
5. Proposition de l'URSS sur la paix et la sécurité internationales	1987	Non	Abst
6. Respect / verdict / Court Int. De Justice/ Nicaragua contre USA	1988	Non	Abst
7. Critiques violations des droits de l'homme en Iran	1988	Oui	Abst
8. Changer le nom de l'organisation de libération de la Palestine en "Palestine"dans l'usage des Nations Unies	1988	Non	Abst

Source: United States Department of State, op. cit.

En considérant que l'abstention ne signifie pas le désaccord, on peut dire que le comportement du Zaïre aux Nations Unies pendant ces sessions était en faveur de la politique étrangère des Etats-Unis. Même quand l'on considère l'abstention comme un vote négatif, le comportement du Zaïre se partagera en 13 accords contre 13 abstentions plus désaccords. Une image plus claire du support du Zaïre à la politique étrangère américaine peut être constaté quand on analyse les votes des Assemblées Plénières des Nations Unies au sein du groupe régional africain. En considérant la coïncidence de ces votes avec les Etats-Unis, sur 50 pays, le Zaïre s'était successivement classé 9ème en 1984, et 4ème en 1985, puis 3ème après le Malawi et la Côte d'Ivoire en 1986. Il a occupé la même position en 1987 précédé par la Côte d'Ivoire et la Guinée Equatoriale. En 1988, le Zaïre était 7ème après la République Centre Africaine, la Guinée Equatoriale, le Malawi, la Côte d'Ivoire, le Lesotho et le Libéria. Et en 1990, le Zaïre était classé 4ème. Un examen du tableau 4 montre que le Zaïre était au dessus de la coïncidence moyenne avec les votes des Etats-Unis.

Tableau 4 : Groupe Africain: Pourcentage de coïncidence avec les votes des Etats-Unis/Assemblées Générales Plénières des Nations Unies, 1984, 1985, 1986, 1988, 1990

Années	Résultats du Groupe			Zaïre	Moyenne du Groupe
1984 39ème A.G.	Côte d'Ivoire	Le plus élevé	29,8%	18,4%	12,8%
	Mozambique	Le plus bas	3,9%		
1985 40ème A.G.	Côte d'Ivoire	Le plus élevé	27,3%	23,1%	15,1%
	Angola	Le plus bas	3,5%		
1986 41ème A.G.	Malawi	Le plus élevé	36,8%	30,3%	16,9%
	Libye	Le plus bas	6,2%		

1987 42ème A.G.	Côte d'Ivoire	Le plus élevé	22,7%	21%	13,3%
	Libye	Le plus bas	5,8%		
1988 43ème A.G.	Rép. Centre Afr.	Le plus élevé	13,2%	12,4%	9,5%
	Angola	Le plus bas	3,4%		
1990 45ème A.G.	Côte d'Ivoire	Le plus élevé	83,3%	80%	56,1%

Source: United States Department of State, op. cit., 1984, Table 1.

_____, op. cit., 1985, p. 11-3.

_____, op. cit., 1986, p. II-3.

_____, op. cit., 1987, p. II-3.

_____, op. cit., 1988, p. II-3, II-4.

_____, op. cit., 1990, pp. 44-45.

En plus des votes aux Nations-Unies, une analyse des relations entre le Zaïre et les pays africains communément appelés "socialistes" montre une tension dans les débuts de la deuxième République du Zaïre. Le Zaïre n'a pas développé des bonnes relations avec les pays africains classés au bas de l'échelle dans la coïncidence de votes avec les Etats-Unis tel que le Congo-Brazzaville du temps du Président Marien Ngouabi, la Tanzanie de Nyerere; l'Angola d'Augustino Neto, et la Libye de Khadafi.

L'attitude envers le non-alignement figurait parmi les critères d'éligibilité des pays. Le récipiendaire de l'aide américaine ne pouvait pas être un pays non-aligné très fort. Malgré ses déclarations, le régime Mobutu n'était pas un pays fort dans le Mouvement des Pays Non-Alignés. Pour projeter l'image d'un pays non-aligné, Mobutu a voyagé à travers le monde pour promouvoir les relations diplomatiques non seulement avec les pays capitalistes mais aussi avec les pays de l'ex bloc soviétique. En 1968 le Zaïre accepta l'ouverture d'une ambassade soviétique à Kinshasa et la Chine a été officiellement reconnue par le Zaïre en 1972. Toutefois, ces échanges diplomatiques n'ont pas déclenché une ère de coopération substantielle avec le bloc communiste. L'analyse des votes pendant 7 ans dans le Groupe des Pays Non-Alignés montre que le Zaïre n'était pas un véritable pays non-aligné (Tableau 5). Le pourcentage de coïncidence de vote avec les Etats-Unis dans le groupe des pays Non-Alignés montre que le Zaïre était au dessus de la moyenne du groupe pendant les 7 ans.

Tableau 5 : Groupe des Pays Non-Alignés: Assemblées Générales Plénières des Nations Unies/ Pourcentage de Coïncidence de votes avec les Etats-Unis, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990.

Année	Pourcentage pour le groupe			Zaïre	Moyenne du Groupe
1984 39ème A.G.	Grenade	Le plus élevé	60,0%	18,4%	12,8%
	Mozambique	Le plus bas	3,9%		
1985 40ème A.G.	Grenade	Le plus élevé	71,7%	23,1%	15,2%
	Angola	Le plus bas	3,5%		
1986 41ème A.G.	St. Kitts	Le plus élevé	38,4%	30,3%	16,7%
	Libye	Le plus bas	6,2%		
1987 42ème A.G.	Belize	Le plus élevé	25,0%	21,0%	12,9%
	Cuba	Le plus bas	5,0%		

1988 43ème A.G.	Malte	Le plus élevé	22,4%	12,4%	9,7%
	Angola	Le plus bas	3,4%		
1989 44ème A.G.	Malte	Le plus élevé	25,4%	15,6%	11,4%
	Angola	Le plus bas	4,2%		
1990 45ème A.G.	Panama	Le plus élevé	33,3%	17,1%	16,1%
	Cuba	Le plus bas	9,2%		

Source: United State Department of State, Report to Congress on Voting Practices in the United Nations, 1985, 1986, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991.

Le respect des droits de l'homme était aussi un critère pour l'obtention de l'aide américaine. Mais il faut noter que certaines conditionnalités étaient plus importantes que d'autres. L'application des conditionnalités répond à la hiérarchie qui place les intérêts de la sécurité nationale américaine au dessus de tout. Ainsi donc, l'anti-communisme et le non-alignement étaient plus importants que la violation des droits de l'homme au Zaïre. Bien que le Zaïre ait été très faible dans le respect des droits de l'homme en Afrique, cette situation n'a pas empêché les Etats-Unis à accorder l'aide à Mobutu.

A côté des conditionnalités politiques, il y avait aussi des conditionnalités économiques.

II. Les conditionnalités économiques de la coopération américaine et le régime Mobutu

L'aide étrangère américaine était aussi liée à des conditionnalités économiques dont les principales sont la promotion du libéralisme économique et l'expansion du commerce avec les pays amis des Etats-Unis. Quand le Président Mobutu a pris le pouvoir en 1965, l'un des objectifs qu'il disait poursuivre était la restauration de l'ordre économique et l'accomplissement du développement rapide du pays. Comme la colonisation était considérée comme la cause de sous-développement, le pays a suivi la poussée vers l'autonomie par la décolonisation de son économie. Le Zaïre s'est engagé dans ce qu'on appelait "la doctrine idéologique du nationalisme économique"⁽¹⁾.

Bien que cette doctrine ait compris quelques cas de nationalisation et d'expropriation (avec compensation), le Zaïre ne s'est pas écarté du libéralisme économique. Une lutte contre les capitaux coloniaux belges était lancée. Cependant, le résultat était que non seulement les capitaux belges sont restés au pays, mais les ressources Zaïroises étaient ouvertes à d'autres investisseurs capitalistes renforçant ainsi le libéralisme économique au Zaïre. Trois secteurs: le transport aérien, l'exploitation du diamant, et l'extraction du cuivre, illustrent le libéralisme économique au Zaïre.

Pendant la colonisation, le Zaïre possédait 24,8% de votes dans Sabena, la compagnie aérienne belge. A l'indépendance, le problème de ses parts dans Sabena n'était pas résolu. Le Zaïre a unilatéralement abandonné ses avoirs dans Sabena et créa l'Air Congo (plus tard Air Zaïre), une compagnie aérienne nationale⁽²⁾. Cependant, l'Air Congo n'était pas entièrement une

¹ Crawford Young and Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, Madison, WI: The University of Wisconsin Press, 1985, p. 130

² Idem, p. 286.

propriété du Congo. Elle était créée comme une entreprise gérée par la Sabena où le Zaïre possédait 65% de parts et la Sabena 35%, et toute la gestion était confiée à la Sabena⁽¹⁾. Plus tard le Zaïre a introduit plus de libéralisme dans le transport aérien. Ce n'était plus un monopole de l'Etat. Beaucoup de compagnies privées opéraient dans le secteur. En plus de compagnies étrangères comme la Sabena, Air France, Swiss Air, ex Pan Am, Air Portugal, des compagnies Zaïroises privées ont été créées, notamment, la Scibe Zaïre et le Shaba Air.

Pendant la colonisation, la Minière du Bécéka était l'une des compagnies qui exploitaient le diamant au Congo. A l'indépendance du Congo, elle devint la Société d'Entreprise et d'Investissement du Bécéka en Belgique (SIBEKA) avec une branche opérant au Zaïre comme la Minière de Bakwanga (MIBA)⁽²⁾. Bien qu'en 1974 la MIBA devint une entreprise d'Etat, quatre ans plus tard (1978) la SIBEKA a recouvré ses actions dans la MIBA qui n'était plus entièrement contrôlée par l'Etat Zaïrois⁽³⁾. Plus tard l'exploitation du diamant était complètement libéralisée au Zaïre. N'importe qui pouvait creuser le diamant et le vendre comme le café dans les autres Provinces du pays.

L'exploitation du cuivre constituait la principale activité économique coloniale au Zaïre. L'Union Minière du Haut Katanga (UMHK), avec 430 millions (dollars) de capital, était la plus importante compagnie minière congolaise⁽⁴⁾. La décision de nationaliser l'UMHK était qualifiée de politique plutôt qu'économique. Le Président Mobutu visait la consolidation de son pouvoir et la destruction de la capacité de l'UMHK de supporter financièrement les opposants à son régime⁽⁵⁾. Les négociations entre le Zaïre et la Belgique pour déterminer le nouveau statut de la compagnie n'avaient pas abouti. En 1967, le Zaïre a simplement créé une corporation dominée par l'Etat, la Générale Congolaise des Minerais (plus tard la Générale des Carrières et des Mines, ou la GECAMINES). Bien que le pays ait pris 60% d'actions et laissé 40% aux partenaires étrangers, la Belgique s'est fermement opposée à la décision du Zaïre et les relations entre les deux pays s'étaient détériorées.

Le Zaïre n'a pas exclu la participation privée dans l'entreprise. Il a continué à chercher des partenaires privés. Beaucoup d'investisseurs privés étaient approchés à cet effet telle que la Compagnie des Mines Japonaise, la Banque Lambert de Belgique, la firme britannique Lonrho, des firmes françaises, et Maurice Tempelman à New York⁽⁶⁾. Finalement le Zaïre et la Belgique signèrent un accord. La Société Générale des Minerais (SOGEMIN) "a reçu un contrat de gestion pour le recrutement du personnel expatrié, la gestion des installations, et la commercialisation du cuivre.

En retour, SOGEMIN devait recevoir 6,5% des revenus de ventes de la Gécamines"⁽⁷⁾. SOGEMIN recevait seulement 1% de revenu et le reste était alloué à l'Union Minière du Haut Katanga comme compensation. Le revenu était si important que les rapports de

¹ Ibidem., p.286.

² Crawford Young and Thomas Turner, op.cit., p.293.

³ Idem, p. 293.

⁴ Crawford Young and Thomas Turner, op.cit., p.289.

⁵ Idem, p. 290.

⁶ Ibidem, pp. 292-293.

⁷ Ibidem, p. 293.

L'UMHK ont mentionné que la nationalisation de la compagnie n'a pas affecté ses profits (¹).

La libération de l'exploitation du cuivre a aussi ouvert les portes à d'autres investisseurs. La Compagnie Minière Japonaise a créé la Société de Développement industrielle et des Mines du Zaïre (SODIMZA) en 1969. Le Consortium Tempelman à New York a créé la Société Minière de Tenke-Fungurume (SMTF). Des ouvertures ont aussi été accordées à d'autres domaines. Dans le domaine de l'énergie par exemple, le Groupe 'Américain Morrison-Knudsen et Fishback et Moore étaient des partenaires dans la ligne de transmission d'électricité Inga-Shaba. Une firme italienne, SICAI et une firme allemande DEMAG étaient des contractants dans la sidérurgie de Maluku.

L'autre aspect des conditionnalités économiques était l'expansion du commerce avec les pays amis des Etats-Unis. L'analyse des principales sources d'importations du Zaïre pour six années indique (voir tableau ci-dessous) que les pays capitalistes ont dominé les importations du Zaïre dans les années 1970(²). La catégorie "autres pays" qui comprend la majorité de la communauté internationale, c'est-à-dire, l'Asie (sans le Japon), l'Amérique Latine, et l'ex bloc de l'Europe de l'Est, avait une portion très négligeable des importations. Bien qu'elles aient atteint un pourcentage insignifiant de 17% en 1970 et 19,4% en 1971, pour le reste de la décennie, elles étaient en dessous de 10%.

Tableau 6: Les Principales Sources d'Importations, 1970-1975 en millions de Zains

	1970	1971	1972	1973	1974
CEE	147,6	177	172,5	218	303,3
AN	31,8	43,2	19,5	57,5	72,5
Japon	21,6	32	24,1	25,5	33,4
Autres Pays OCDE	14,4	16	19,7	23,7	31
Autres Pays •	6,6 7,7%	4,8 9,4%	25,2 9,6%	21,2 6,1%	36,8 7,7%
Total	62	33	261	345	477 .

Source : Irvin Kaplan, ed., Zaïre, a Country' Study, Washington, D.C.: The American University, 1979, p. 288.

N.B. : Si l'on veut avoir une idée en dollars, il est nécessaire de doubler les chiffres ci-dessus car à son lancement, un Zaïre équivalait deux dollars américains.

L'examen de la direction du commerce entre le Zaïre et le reste du monde pour les années 1981, 1985, et 1990 révèle aussi une quantité négligeable d'importations et exportations vers le monde communiste, tableau ci-dessous montre que les importations du Zaïre à partir des pays capitalistes étaient nettement plus importantes que celles provenant du reste du monde en 1981, 1985, et 1990. Le reste du monde ici comprend non seulement les pays communistes, mais aussi beaucoup d'autres pays. Le pourcentage des pays communistes n'est pas montré, mais en tout état de cause, il sera inférieur à ce qui est attribué au groupe "tous les autres".

¹ Ibidem, p. 293.

² Les pays de la Communauté Economique Européenne concernés ici étaient: la Belgique et le Luxembourg, la France, l'Italie, l'ex Allemagne de l'Ouest, la Hollande, le Royaume Uni, l'Irlande et le Danemark.

Tableau 7 : Zaïre: Direction de Commerce / Pourcentage Total d'Importations et d'Exportations, 1981-1990.

	Importations			Exportations		
	1981	1985	1990	1981	1985	1990
ASS	5,54	3,32	2,11	0,16	0,11	0,09
CEE	48,95	57,23	50,07	0,09	0,10	0,06
AN	15,99 (64,94)	11,06 (68;29)	8,49 (59,56)	0,06 (0,15)	0,04 (0,14)	0,03 (0,09)
RDM	29,53	28,39	39,56	0,04	0,04	0,05

ASS=Afrique Sub-Saharienne
 CEE=Communauté Européenne
 AN=Amérique du Nord
 RDM=le reste du monde.

Source: United Nations Development Programme and the World Bank, *African Development Indicators*, New York, Washington, D.C.: The World Bank, 1992, pp. 105-113.

Un examen" de la direction du commerce avant 1980, offre non seulement une image plus globale des échanges, mais confirme aussi la tendance démontrée ci-haut.

Tableau 8 : Zaïre: Origine. et Destinations de Marchandises et Exportations Manufacturées, Pourcentage du total 1960-1979.

Type	Année	PVD	EDM (CEE+AN)	NON- EDM	Export./ pétrole
Marchandises	1960	11	89	(.)	
	1962			0	
	1963	7			
	1965	7	93)	
	1978	21	65	1	
	1979	36	64	(.)	
Exportations manufacturées	1962	7	93	0	
	1963	(.)	(.)	(.)	
	1965	7	93	(.)	
	1977	11	88	1	
	1978	11	89	0	
	1979	21	79	(.)	

PVD = Pays en voie de développement
 EDM = Economies du marché (Communauté Européenne+Amérique du Nord)
 NON-EDM=Pays qui ne pratiquent pas l'économie du marché.

Source: The World Bank, World Development Report, New York: Oxford University Press (for the World Bank) 1980,1981, 1982, 1984, 1986.

Les chiffres indiquent que malgré ses échanges diplomatiques avec les pays communistes, les échanges économiques entre le Zaïre et ces pays n'avaient pas connu de progrès

significatif.

Le commerce entre l'ex Union Soviétique et le Zaïre était particulièrement bas atteignant approximativement 15 millions de dollars en 1986 (¹).

Bien que la Chine pouvait devenir un grand partenaire du Zaïre; elle est aussi restée insignifiante dans le commerce Zaïrois. Les Chinois ont construit le Palais du Peuple et le Stade des Martyrs à Kinshasa. Le Président Mobutu a loué la coopération chinoise dans plusieurs occasions comme un modèle à suivre par les Occidentaux, mais le niveau des échanges entre les deux pays n'a jamais concurrencé les principaux pays capitalistes.

En bref, malgré que le Zaïre ait proclamé la doctrine de nationalisme économique, cette politique ne l'a pas rendu un pays anti-libéral. Il avait récupéré certains de ses intérêts de la Belgique, mais les intérêts belges sont restés importants au Zaïre et d'autres partenaires privés occidentaux ont pénétré le marché Zaïrois. L'engagement du Zaïre dans l'économie capitaliste a non seulement augmenté le volume de son commerce international, mais a aussi élargi ses échanges à travers les pays amis des Etats-Unis. Le Zaïre était un bon élève de la coopération américaine.

Conclusion

L'aide étrangère est un instrument de la politique étrangère d'un pays. Et la politique étrangère américaine est définie par Kegley et Wittkopf comme "les objectifs que les officiels américains cherchent à accomplir à l'étranger, les valeurs qui font naître ces objectifs, et les moyens ou les instruments à travers lesquels ils sont poursuivis"⁽²⁾. En remplissant les conditionnalités politiques et économiques de l'aide étrangère américaine, le régime Mobutu a fait promouvoir les intérêts économique-politiques, des Etats-Unis. Ces intérêts tel que l'anti-communisme et la promotion de l'économie libérale font en fait partie des objectifs poursuivis par la politique étrangère américaine. L'aide reçue n'était pas un dîner gratuit.

Il n'est pas exagéré de conclure qu'à travers la coopération avec les Etats-Unis, le régime Mobutu était devenu un "ambassadeur" de la politique étrangère américaine. En effet, les deux partenaires ont travaillé en grande harmonie. Quant à savoir si- cette coopération a profité au peuple congolais (zaïrois), il est nécessaire d'analyser en détail les résultats des différentes actions entreprises par cette aide, de prime abord, l'observateur averti remarquera qu'étant donné la "docilité" du régime Mobutu aux conditionnalités américaines, il n'est pas certain que cette coopération ait été si bénéfique aux intérêts du peuple congolais; car il est difficile de croire que les intérêts américains coïncident avec les intérêts congolais. Cette analyse nous conduira prochainement à montrer pourquoi le régime de Laurent Désiré Kabila n'a pas pu reprendre la coopération avec les Etats-Unis.

¹ Winsome Leslie, Zaïre: Continuity and Political Change in an Oppressive State, Boulder: Westview Press, 1993, p. 152.

² Traduit de Charles Kegley and Eugene Wittkopf, American Foreign Policy, New York: St. Martin's Press; 1991, p.4.